



Nombre de membres au Bureau : 17  
 Nombre de membres en fonction : 17  
 Membres présents : 14  
 Membres excusés : 03  
 Membres absents : 0

## COMPTE-RENDU séance **BUREAU** du Jeudi **28 mars 2019** – 18h00

Sous la présidence de Monsieur Pierre SCHMITT  
 Sur invitation du Président, en date du 21 mars 2019

NOM	Prénom	Qualité	Présence
SCHMITT	Pierre	Président	Présent
ULMANN	Fabien	Vice-Président	Présent
NASS	Denis	Vice-Président	Présent
DITNER	Mathieu	Vice-Président	Présent
SAHM	Paul	Vice-Président	Présent
GASSMANN	Vincent	Vice-Président	Présent
SUTTER	Bernard	Vice-Président	Présent
SCHNOEBELEN	Jean-Marie	Vice-Président	Présent
CHAN-KAM	Laurence	Assesseur	Excusée
HEYER	Morand	Assesseur	Présent
SOMMERHALTER	Pascal	Assesseur	Arrivé à 18h47 durant présentation point 5.1
BILGER	Christian	Assesseur	Présent
GISSINGER	François	Assesseur	Excusé
LAMERE	Jean-Luc	Assesseur	Présent
BOLORONUS	Bernard	Assesseur	Présent
SCHITTLY	Bernard	Assesseur	Excusé
GEIGER	Claude	Assesseur	Présent

En présence pour le personnel de Mme Nadia GOURDON, Directeur des Services, Mr Régis HENGY, Directeur Adjoint.

Assiste également pour l'élaboration du compte-rendu : Mme Ludris DE ALMEIDA.

Le Président ouvre la séance à 18h08, en remerciant les membres de leurs présences.

*La séance est enregistrée.*

### POINT 1 ADMINISTRATION GENERALE

#### **1.1 ADOPTION du compte-rendu de la séance du 21 janvier 2019**

Le Président résume les différents points du compte-rendu de la séance du Bureau du 21 janvier 2019, qui a été transmis à tous les Conseiller(e)s.

Le Bureau n'ayant aucune observation, le compte-rendu de la séance du 21 janvier 2019, est adopté à l'unanimité des membres présents.

**POINT 2****ACTION SOCIALE/Sces à la POPULATION****2.1. PRESENTATION avenant marché transport scolaire – révision de prix janvier 2019**

Le Président présente l'avenant au Marché des transports scolaires qui représente une augmentation de 1,10% sur tous les circuits au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Ce point fera l'objet d'une délibération au Conseil Communautaire ce 04 avril.

**POINT 3****AMENAGEMENT, DEVELOPPEMENT du Territoire****3.1. PRESENTATION signature Contrat Territoire d'industrie**

Le Président donne la parole à Mr Denis NASS, Vice-Président.

Mr Denis NASS, indique que dans le cadre de la stratégie nationale de reconquête industrielle et de développement des territoires, l'Etat a identifié récemment 124 « Territoires d'industrie ». La carte de ces derniers a été dévoilée le 22 novembre 2018 lors du Conseil National de l'Industrie.

Le Sud Alsace, composé de 10 EPCI dont la Communauté de Communes Sud Alsace Largue, a été sélectionné au titre de l'un d'entre eux.

Cette démarche des « Territoires d'industrie » est centrée sur les quatre enjeux stratégiques du Recrutement, de l'Innovation, de l'Attractivité et de la Simplification des normes réglementaires.

Des fiches actions ont été élaborées en partenariat avec des entreprises du secteur telles que VOCO à Dannemarie, WATERAIR à Seppois-le-Bas, etc...

Ces fiches actions vont également permettre de promouvoir la ZAID Diefmatten.

Il conclut en remerciant le Responsable de Pôle pour le travail effectué avec des échéances très courtes.

Ce point fera l'objet d'une délibération au Conseil Communautaire ce 04 avril.

**POINT 4****EAU/ASSAINISSEMENT****4.1. PRESENTATION constitution d'un groupement de commandes**

Le Président donne la parole à Mr Mathieu DITNER, Vice-Président.

Mr Mathieu DITNER indique que le présent groupement de commandes a pour objet la mise en œuvre de la procédure de désignation des entreprises, dans le cadre du réaménagement des rues de la Chapelle et des Fontaines sur la commune de STRUETH, il est envisagé de :

- renouveler les conduites d'eau potable et les branchements particuliers,
- mettre en place un réseau séparatif avec une conduite d'eaux usées et ses branchements attenants,
- mettre en place un réseau d'eaux pluviales reprenant les fossés existants à l'amont de la rue de la Chapelle ainsi que les avaloirs projetés,
- réaménager la voirie avec réfection des enrobés sur toute la largeur et création d'un trottoir.

La Commune de Strueth est le Maître d'ouvrage de l'opération compte-tenu du montant de l'opération réparti comme suit :

Collectivité	Montant de travaux stade PRO (€ HT)	Proportion par rapport au montant total de travaux (%)
Commune de STRUETH	418 320,00 €	45,3%
Communauté de Communes Sud Alsace Largue	246 651,30 €	26,7%
SIAEP de Fulleren, Mertzen, Saint-Ulrich et Strueth	258 557,25 €	28,0%
	923 528,55 €	100,0%

En rappelant que le groupement de commandes ainsi constitué s'applique uniquement pour la phase d'appel d'offres, ensuite c'est chaque entité qui suivra leurs travaux respectifs.

Tout en soulignant que si les travaux ne sont pas effectués avant cet automne, le SIAEP de Fulleren/Mertzen/Saint-Ulrich/Strueth ne pourra percevoir la subvention de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

Ce point fera l'objet d'une délibération au Conseil Communautaire ce 04 avril.

## 4.2. PRESENTATION autorisation instauration de servitude

Le Président indique qu'il s'agit de régulariser une servitude de passage pour la conduite d'assainissement sur un terrain privé à Mertzen. Pour ce faire, il y a lieu d'instaurer une servitude de passage, qui se traduit par la signature d'une convention, la retranscription et l'enregistrement au Livre Foncier et instances autorisées.

Ce point fera l'objet d'une délibération au Conseil Communautaire ce 04 avril.

## POINT 5

## ENVIRONNEMENT, EVOLUTION DURABLE, TRANSITION ENERGETIQUE

Le Président donne la parole à Mr Vincent GASSMANN, Vice-Président pour la présentation des points qui suivent.

## 5.1. PRESENTATION projet centre de collecte et de valorisation

Mr Vincent GASSMANN présente le projet en soulignant qu'il a été travaillé avec un groupe de travail de la Commission Environnement et le cabinet d'étude ANETAME.

L'objectif de ce projet est d'anticiper sur le Centre d'Enfouissement Technique (CET) de Retzwiller qui doit réduire l'enfouissement des déchets, mais également éviter la taxation de la TGAP (taxe d'enfouissement) qui a considérablement augmenté environ 8€/tonne de déchets sachant qu'une centaine de tonnes de déchets du territoire de la CCSAL est enfouie au CET à Retzwiller.

De plus, il indique la date butoir de validité des Marchés du secteur Porte d'Alsace/Largue arrivant à échéance au 31 décembre 2020, ce qui permettrait avant cette échéance de mettre en place le projet de Centre de collecte et de valorisation et pouvoir préparer au mieux les nouvelles négociations.

*A l'issue de la présentation, les membres échangent les propos qui suivent :*

Mr Mathieu DITNER : trouve que ce projet fera déplacer la population en grand nombre, pense notamment aux répercussions sur le plan Climat.

Mr Vincent GASSMANN : répond qu'à l'heure actuelle un certain nombre de camions de ramassage de collectes circulent à vide, estime que le bilan carbone n'est quant à lui également pas bon.

De plus sur les 44 Communes du territoire, 37 Communes se situent sur un périmètre de déplacement de 20 minutes, à l'exception de quelques Communes qui se situent au-delà, telles que : Bretten, Eteimbes, Pfetterhouse, etc...

Mr Denis NASS : souhaite savoir quelles sont les subventions attendues pour ce projet.

Mr Vincent GASSMANN : s'est rendu récemment à la Région Grand Est avec le Responsable en charge du service des Produits résiduels, afin de connaître quelles sont les aides pour ce type de projet.

A l'heure actuelle, la Région octroi un taux de subvention relativement important aux Collectivités pour la mise en place de la redevance incitative, comme c'était le cas il y a quelques années pour les projets de déchetterie.

La CCSAL en étant pionnière de la redevance incitative se retrouve dans une situation inverse par rapport aux autres Collectivités et ne pourra bénéficier pour ce projet d'un taux de subvention intéressant.

Cependant, ce projet a été retenu pour un subventionnement dans le cadre du Contrat de ruralité.

Le Président : confirme que trois dossiers de subventions ont été retenus au titre du Contrat de ruralité pour 2019 dont celui du projet de Centre de collecte et de valorisation.

Mr Denis NASS : souhaite que ce projet intègre également la collecte des bâches plastiques agricoles et qu'une réflexion soit menée avec la Région Grand Est, notamment en tant que partenaire financeur.

Actuellement, la collecte s'effectue deux fois par an par un prestataire, ce qui est minime pour les agriculteurs.

La CCSAL pourra par le biais de ce projet assurer totalement cette gestion avec l'aide de la Région.

Mr Jean-Marie SCHNOEBELEN : évoque la problématique du terrain quant à l'implantation du Centre de collecte et de valorisation qui se situe sur un ancien site industriel (présence de galeries souterraines, crevasses, trous de 5/6 mètres de profondeur à certains endroits, ...).

Une étude de sol, un sondage ainsi qu'un relevé topographique doivent donc être effectués au préalable.

A l'issue, les membres du Bureau y émettent un avis favorable.

Ce point fera l'objet d'une délibération au Conseil Communautaire ce 04 avril.

## **5.2. PRESENTATION de l'harmonisation des collectes dans le cadre des nouveaux Marchés et des périodes de facturation du secteur Largue**

Mr Vincent GASSMANN procède aux explications nécessaires des points qui suivent :

- le projet d'harmonisation et d'optimisation des collectes sur l'ensemble du territoire,
- le projet d'harmonisation des périodes de facturation des usagers sur l'ensemble du territoire,
- la mise en place d'un forfait sur le secteur Nord,
- la proratisation des parts fixes à l'emménagement et au déménagement sur le secteur Nord.

## **5.3. PRESENTATION de la nouvelle grille tarifaire**

Mr Vincent GASSMANN indique qu'il s'agit d'une augmentation de 8% pour le secteur de la Porte d'Alsace soit :

- une part fixe à 62,50€/an au lieu de 57,50€/an actuellement.
- 0,52€/kg/semestre au lieu de 0,48€/kg
- 1,02€/levée/semestre au lieu de 0,94€/levée

En moyenne la composition d'un foyer en secteur Porte d'Alsace est de 2,3 habitants, en moyenne 4 levées du bac sont effectuées par an.

Le surcoût pour ce foyer en secteur Porte d'Alsace a été estimé à 12,65€/an soit 1€ d'augmentation/mois, ramené à l'habitant c'est 5,50€ d'augmentation/habitant.

De plus, il a été constaté qu'un certain nombre de foyers en Porte d'Alsace ne sortait jamais le bac à puce, afin d'y remédier il a été décidé d'instaurer :

- un forfait minimum de 3 levées
- 20 kg/semestre soit 40 kg/an

Cela va permettre une recette à la CCSAL d'un montant estimé à environ 35 000€ à 40 000€/an.

En ce qui concerne le secteur Largue pour les foyers résidant sur les 9 Communes, il s'agit d'une augmentation de 17%.

En concluant, que la différence d'augmentation entre le secteur Porte d'Alsace et Largue a été calculée en fonction du service rendu sur les deux territoires.

L'harmonisation prévue fin 2021 entre les deux territoires permettra à terme un mode de collecte identique et donc un tarif identique sur l'ensemble du territoire.

A l'issue de la présentation et des échanges avec les membres du Bureau, le Président demande l'avis des membres du Bureau qui émettent un avis favorable avec 10 voix pour, 01 voix contre et 03 abstentions.

Ce point fera l'objet d'une délibération au Conseil Communautaire ce 04 avril.

#### **5.4. Avis Commissions Environnement/Finances**

Le Président informe les membres du Bureau de l'avis des deux Commissions suivantes :

- ✓ Commission Environnement : avis favorable avec 01 abstention
- ✓ Commission Finances : avis favorable à l'unanimité

### **POINT 6 FINANCES, FISCALITE, MOYENS GENERAUX**

Le Président présente les points qui suivent.

#### **6.1. APPROBATIONS admission en non-valeur – créances éteintes**

A la demande du Comptable public de la Trésorerie de Dannemarie, le Président présente les admissions en non-valeur. Tout en précisant que n'apparaît plus le détail par débiteur, il s'agit d'un montant global par budget.

##### **6.1.1 ADMISSION en NON VALEUR pour PERTES sur CREANCES IRRECOUVRABLES (1) BUDGET PRINCIPAL**

##### **Délibération n° B20190301**

Vu la demande présentée par le Comptable public de la Trésorerie de DANNEMARIE, d'admission en non valeur pour pertes sur créance irrécouvrable, au budget principal ;

Le Bureau, après délibération et à l'unanimité, DECIDE d'admettre en non-valeur les sommes suivantes :

Pour pertes sur créances irrécouvrables – Article 6541

		Motif	Montant en €
Divers débiteurs	68210 DANNEMARIE	PV carence, RAR inférieur seuil poursuite	641,01

Soit un total à l'article 6541 « pertes sur créances irrécouvrables » d'un montant de 641,01€.

##### **6.1.2 ADMISSION en NON VALEUR pour PERTES sur CREANCES IRRECOUVRABLES (1) BUDGET annexe OM**

##### **Délibération n° B20190302**

Vu la demande présentée par le Comptable public de la Trésorerie de DANNEMARIE, d'admission en non-valeur pour pertes sur créance irrécouvrable, au budget annexe OM ;

Le Bureau, après délibération et à l'unanimité, DECIDE d'admettre en non-valeur les sommes suivantes :

Pour pertes sur créances irrécouvrables – Article 6541

		Motif	Montant en €
Divers débiteurs	68210 DANNEMARIE	PV carence, RAR inférieur seuil poursuite	4 685,42

Soit un total à l'article 6541 « pertes sur créances irrécouvrables » de 4 685,42€.

Pour effacement de dette/liquidation judiciaire par jugement du Tribunal (créance éteinte) – Article 6542

		Motif	Montant en €
Divers débiteurs	68210 DANNEMARIE	Insuffisance d'actif	2 541,96

Soit un total à l'article 6542 « Effacement de dette/liquidation judiciaire » d'un montant de 2 541,96€.

### **6.1.3 ADMISSION en NON VALEUR pour PERTES sur CREANCES IRRECOURVABLES (1)** **BUDGET annexe Assainissement** **Délibération n° B20190303**

Vu la demande présentée par le Comptable public de la Trésorerie de DANNEMARIE, d'admission en non-valeur pour pertes sur créance irrécouvrable, au budget annexe Assainissement ;

Le Bureau, après délibération et à l'unanimité, DECIDE d'admettre en non-valeur les sommes suivantes :

Pour pertes sur créances irrécouvrables – Article 6541

		Motif	Montant en €
Divers débiteurs	68210 DANNEMARIE	PV carence	1 722,70

Soit un total à l'article 6541 « pertes sur créances irrécouvrables » de 1 722,70€.

Pour effacement de dette/liquidation judiciaire par jugement du Tribunal (créance éteinte) – Article 6542

		Motif	Montant en €
Divers débiteurs	68210 DANNEMARIE	Insuffisance d'actif	5 324,98

Soit un total à l'article 6542 « Effacement de dette/liquidation judiciaire » d'un montant de 5 324,98€.

## **6.2. PRESENTATION maquettes budgétaire**

Le Président présente aux membres du Bureau les résultats de clôture de l'exercice 2018 du budget et des budgets annexes puis procède à la présentation des maquettes budgétaire.

Au fil de la présentation, le Président commente les points suivants :

- **Budget Principal 2019 dépenses de fonctionnement**
  - ✓ « alimentation » : 286 650€, incluant le renouvellement du Marché « repas » et une facture au titre de l'année 2018 réceptionnée tardivement.
  - ✓ « Contrats prestations services » : il s'agit de la fourrière intercommunale, la participation au RASED, un complément a également été rajouté, soit un rappel de la Commune de Dannemarie de 3 années (2016 à 2018) relatif à une Convention datée du 25 juin 2007, mentionnant une participation de la CCSAL aux frais de chauffage/entretien pour les locaux du RASED au sein de l'école primaire de Dannemarie, il s'agit d'un montant d'environ 5 000€ à 6 000€/an. Cette convention devra donc être revue.
  - ✓ « Etudes » : 161 000€, il s'agit de l'étude pour le Marché « repas » mais également le Cabinet d'étude KPMG, le choix de mode de gestion des structures d'accueil enfance/jeunesse du sud territoire, un juriste pour la partie mutualisation.
  - ✓ « Autres contributions » : d'un montant de 100 410€, comprenant la contribution au titre de la « GEMAPI » d'un montant de 63 374€. En soulignant qu'en 2018, le montant représentait 18 000€.
  - ✓ « GERPLAN » : programme d'actions pour un montant de 12 931€.
- **Budget Principal 2019 recettes de fonctionnement**
  - ✓ « Relais Nautique » : le site sera fermé durant 3 mois cette année, en raison de la mise à sec du canal.
  - ✓ « Aire d'accueil » : souligne la baisse conséquente de fréquentation, en 2018, 10 000€ a été prévu alors que seule 3 600€ ont été encaissés.
  - ✓ « Ouvriers intercommunaux », 60 000€ ont été budgétisés contre 80 000€ en 2018, en raison de la résiliation de la Convention de mise à disposition de certaines Communes, comme dernièrement, la Commune de Bretten.
  - ✓ « Fiscalité » : perte de la DGF sur les 3 dernières années de 100 000€, soit une perte de 5% en 2019. De même une perte de 14% du Fonds départemental de la Taxe professionnelle.
  - ✓ « Subvention CAF CEJ » : 1 000 950€ est attendu en 2019, sachant que la CAF ne va pas verser l'acompte de 330 000€ cette année au titre de la signature du contrat CEJ mais seulement l'année prochaine en 2020.

*Au fur et à mesure de la présentation des maquettes budgétaires, les membres échangent les propos qui suivent :*

Mr Pascal SOMMERHALTER : est surpris des baisses de dotations alors que la CCSAL a eu recours à la FPU pour éviter ces baisses.

Le Président : la baisse est moindre sinon il s'agissait d'une perte d'environ 300 000€.

Mr Fabien ULMANN : souligne en ce qui concerne l'augmentation de la fiscalité d'un demi-point, rappelle qu'il était plutôt favorable à l'augmentation d'un point de fiscalité pour maintenir l'équilibre budgétaire de la collectivité, sachant que les taux ne sont pas élevés.

Mr Claude GEIGER : est d'accord avec Mr Ulmann, il faut envisager les futurs projets à venir de la collectivité.

Mr Vincent GASSMANN : comme il l'a dit en Commissions Finances le mars dernier, il regrette que ce demi-point d'augmentation de fiscalité servira au final à financer le Très Haut Débit, au regard de certaines Communes qui ne participent pas à la solidarité intercommunale.

### **Assainissement**

Groupe de travail « tarif différencié »

Mr Vincent GASSMANN : s'interroge toujours sur la légitimité de ce groupe de travail.

Mr Denis NASS : rappelle que ce groupe de travail a été constitué afin de proposer différentes pistes de réflexion pour déterminer au mieux un mode de calcul permettant de mettre en place un tarif différencié sur le territoire.

Mr Vincent GASSMANN : n'est pas favorable au budget annexe Assainissement tel que présenté qui ne fait pas ressortir la conséquence tarifaire et en finalité l'issue favorable en faveur des administrés.

Mr Denis NASS : le groupe de travail va se réunir le 10 avril prochain et une proposition sera faite lors de cette réunion.

De plus, il tient à souligner qu'il déplore que la CCSAL fasse les frais d'un manque de solidarité intercommunale entre élus, notamment lorsque des décisions sont prises en Conseil Communautaire et ne sont pas suivies pour certains en Conseil municipal.

En regrettant que la plupart des dossiers ne soient pas suivis sereinement à la CCSAL et dont la cause provient des élus, ternissant l'image de la Collectivité envers les administrés.

- **Budget annexe « BAZDIEF »**

Le Président souligne qu'il était prévu que le versement de l'aide départementale de 18 000€ soit versé tous les ans et finalement la CCSAL touchera cette aide en une seule fois.

Mr Morand HEYER : demande si entretemps la CCSAL a eu des candidatures d'entreprises.

Le Président : la CCSAL a eu des demandes mais qui ne correspondaient pas au profil recherché à l'implantation sur ce type de terrain.

Une conférence de presse sera prévue afin de promouvoir le site.

En concluant, que le prix de vente prévisionnel sur le site est d'environ 2 000€ à 2 100€.

A l'issue de la présentation des maquettes budgétaires, le Président demande l'avis des membres du Bureau :

- Budget Principal : avis favorable à l'unanimité
- Budget annexe OM : avis favorable à l'unanimité
- Budget annexe Assainissement : avis favorable à la majorité et 01 voix contre
- Budget annexe SPANC : avis favorable à l'unanimité
- Budget annexe BAZDIEF : avis favorable à l'unanimité
- Budget annexe BAZRE : avis favorable à l'unanimité

### **6.3. AVIS Commission**

Le Président informe les membres du Bureau de l'avis de la Commission Finances sur les maquettes budgétaires présentées :

- Budget Principal : avis favorable à l'unanimité
- Budget annexe OM : avis favorable à l'unanimité
- Budget annexe Assainissement : 04 abstentions à la majorité
- Budget annexe SPANC : avis favorable à l'unanimité
- Budget annexe BAZDIEF : avis favorable à l'unanimité
- Budget annexe BAZRE : avis favorable à l'unanimité

**POINT 7****INFORMATIONS & DIVERS****7.1. Association « Les Larguotins »**

Mr Paul SAHM, Vice-Président en charge de l'Action sociale/Sces à la population et Président de l'Association « Les Larguotins » indique que récemment le budget de l'Association a fait ressortir un excédent pour 2018 d'un montant de 22 800€.

**7.2. EOLIEN**

Mr Denis NASS informe les membres du Bureau qu'une invitation sera transmise prochainement à tous les élus du Sundgau dans le cadre de l'éolien.

Cette réunion se tiendra le 16 avril prochain à Altkirch.

*L'ordre du jour et les questions étant épuisés, le Président lève la séance à 22h03.*

DANNEMARIE, le 30 avril 2019  
Signé : Pierre SCHMITT, Président